

Synthèse de la presse du lundi 3 – 06 – 2013

Santé

A KOROFINA NORD ET A KALABANCORO: Le 6^e arrondissement ferme deux cliniques tenues par de faux médecins

Le 08 mai dernier, un groupe d'inspecteurs à l'Inspection de la Santé est venu déposer plainte contre X pour exercice illégal de la médecine, usurpation de titre auprès du contrôleur général de police, Cheybane Touré, commissaire du 6^e arrondissement. Au même moment, un des tenants de la clinique de Korofina nord est venu se plaindre contre un voisin qui aurait arraché par imprudence, le panneau publicitaire de leur clinique. Ce plaignant a conduit les agents de police et les inspecteurs à ladite clinique. Il y avait divers outils généralement utilisés par les hommes de santé et une demi-dizaine de travailleurs. Sommés de justifier leur qualité et de montrer leur agrément, ils n'ont pas pu le faire. Ils sont alors interpellés au commissariat pour les besoins de l'enquête. A la vérification, ce sont en majorité des Ivoiriens et des Ghanéens, plus des Maliens qui n'ont ni diplôme en médecine ni agrément pour exercer. Leur interrogatoire a aussi permis à l'inspecteur de police Moussa Diarra, chef de la Brigade de recherches en charge de l'enquête de découvrir qu'ils tiennent une autre clinique à Kalabancoro qui sera également fermée et ses travailleurs interpellés.

Source: malijet

Politique

Présidentielle 2013 / Le FDR crée l'ADR pour remporter les élections

La salle de mille places Jeli Baba Sissoko du centre internationale de conférence de Bamako (CICB) était pleine à craquer dans l'après-midi du vendredi dernier. Les partis politiques membres du FDR s'étaient donné rendez-vous pour une plateforme d'alliance avec comme objectif de remporter les élections à venir. Le nom de ce grand rassemblement est « Alliance pour la Sauvegarde de la Démocratie et la République (ADR/ FDR) », avec comme grande lignes : « Favoriser des actions de soutien, dès le premier tour, au bénéfice des candidats choisis par les Partis membres de l'Alliance ; le soutien total de tous les membres de l'alliance au bénéfice du candidat de l'Alliance qualifié au second tour ».

Source: Le républicain mali

HAMED SOW, CANDIDAT A LA PRESIDENTIELLE DE 2013 « Je suis le Obama malien »

Très peu de gens connaissaient Barack Obama avant le démarrage des primaires démocrates en 2008, très peu de gens connaissent aussi Hamed Sow à la veille de la présidentielle de juillet 2013. Aujourd'hui, Obama est à son 2^e mandat et Hamed Sow qui se veut l'Obama malien est en route pour Koulouba. Deux hommes au destin identique ?

Source: malijet

Tenue de la présidentielle le 28 juillet prochain : Une équation à multiples inconnues

La date du premier tour de l'élection présidentielle malienne, le 28 juillet, a été fixée la semaine dernière par le gouvernement avec la convocation du collège électoral. Mais les obstacles à un bon déroulement du scrutin sont nombreux à 55 jours du premier tour. En tous cas, les conditions doivent être réunies pour que le scrutin puisse se dérouler correctement, ce qui semble loin d'être le cas. Plusieurs questions restent pour l'heure en suspens: comment faire voter les quelque 174.000 réfugiés? Comment assurer la sécurité du territoire pendant l'élection? Comment permettre aux habitants de Kidal de voter alors que la ville est contrôlée par le MNLA, même si Bamako se résout à négocier avec ce groupe armé qui refuse la présence de l'armée à Kidal? Sans compter les aspects logistiques et l'incohérence des autorités de la transition qui ne savent plus sur quel pied danser pour contenir la pression de la France. Voilà autant de facteurs qui risquent sans nul doute de mettre en mal le bon déroulement de l'élection. Même si le Ministère de l'administration territoriale, la Délégation générale aux élections et la CENI tentent d'assurer l'opinion nationale et internationale sur le niveau d'avancement des préparatifs.

Source: Le Prétoire

Bras de fer entre le ministre Moussa Sinko Coulibaly et les syndicats / Menace sur la présidentielle de juillet 2013

Le syndicat Autonome des administrateurs civils et le syndicat libre des travailleurs du ministère de l'administration territoriale et des collectivités locales, n'excluent pas la probabilité de boycotter l'organisation de l'élection du président de la république, prévue pour le 28 juillet 2013. L'information a été donnée le 31 mai 2013, au cours d'une conférence de presse animée à la bourse du travail. Accompagnés de Siaka Diakité, secrétaire général de l'UNTM et de plusieurs responsables de la centrale syndicale, Gaoussou Coulibaly, secrétaire général du syndicat autonome des administrateurs civils et Olivier Traoré, secrétaire général du syndicat libre des travailleurs de l'administration territoriale et des collectivités locales, ont animé une conférence de presse, le 31 mai 2013. En plus d'avoir rappeler tous leur soutien à l'UNTM qui dit que l'administration malienne n'ira pas à Kidal sans l'armée malienne, les deux syndicalistes ne sont pas allés avec le dos de la cuillère pour mettre sur la place public un conflit qui les oppose au ministre de l'administration territoriale.

Source: Le républicain mali

Gouvernement

Audiences du président Dioncounda Traoré : Avec Ban Ki-Moon et Antonio Guterres

Les rencontres bilatérales font forcément partie des agendas des sommets des chefs d'Etat et de gouvernement. Il faut dire que les grandes conférences internationales offrent un cadre opportun de contacts entre ces dirigeants. La TICAD V qui se tient actuellement à Yokohama a été l'occasion pour le président de la République par intérim, Dioncounda Traoré de recevoir en audience plusieurs personnalités. Au nombre de ces personnalités, le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon et le Haut-commissaire des Nations unies aux réfugiés, Antonio Guterres. Avec chacun des deux interlocuteurs, les discussions ont essentiellement porté sur la situation dans notre pays. Dioncounda Traoré et Ban Ki-moon ont abordé la question du processus électoral, la situation sécuritaire et humanitaire, le déploiement au Mali des Casques bleus de l'ONU (MINUSMA) prévu à partir de juillet prochain et le cas de nos compatriotes déplacés ou réfugiés dans les pays voisins. Selon une source ayant assisté à l'audience qui a pris l'allure d'une mini séance de travail, le patron de l'ONU s'est réjoui des avancées enregistrées dans le processus de dialogue et de réconciliation avec la mise en place de la Commission nationale formée à cet effet, et la nomination de Tiébilé Dramé (qu'il connaît personnellement) par le président de la République comme émissaire pour le dialogue politique avec les groupes armés du Nord.

Source: L'Essor

Yves Rossier à la primature : La Suisse reste attachée à l'intégrité et à l'unité territoriale du Mali

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la Suisse, Yves Rossier, en séjour dans notre pays depuis jeudi a été reçu vendredi en audience par le Premier ministre Diango Cissoko. Il était accompagné de l'ambassadeur de Suisse au Mali, Mme Muriel Berset Kohen. Au cours de leur entretien les deux personnalités ont échangé sur la situation sociopolitique et sécuritaire dans notre pays et ont fait la revue des actions de la Suisse en faveur du Mali. La Suisse intervient dans notre pays dans divers domaines de développement dont l'aide humanitaire et budgétaire, l'appui aux femmes ou aux institutions.

Source: L'Essor

Actualités

Le MNLA et le Haut conseil de l'Azawad ont trouvé un accord

Après 48 heures de discussions, le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) et le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) ont signé un protocole d'accord. Ils parleront désormais d'une seule et même voix à la table des négociations. Ils veulent mettre en place une plateforme politique commune de revendications pour les négociations avec le gouvernement malien, mais exigent avant un signal fort de Bamako. Le MNLA et le HCUA iront aux négociations avec une seule commission composée de 33 membres : 23 issus du MNLA et dix du HCUA. Une deuxième commission sera mise en place pour superviser le respect de l'accord cadre. Les deux parties ont également convenu d'unir leurs efforts pour la sécurisation et la lutte contre le narco terrorisme dans le nord du Mali.

Source: RFI

Le MNLA accusé d'attaquer la population noire à Kidal

Des habitants de Kidal ont affirmé dimanche à l'AFP que des membres du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA, rébellion touareg) s'en sont pris aux populations noires de cette ville du nord-est du Mali pour les expulser vers Gao, localité située plus au sud. Le MNLA a démenti toute chasse aux Noirs, assurant rechercher des éléments infiltrés envoyés par les autorités maliennes. Une chasse à l'homme noir est engagée à Kidal depuis ce matin. Le MNLA s'attaque aux populations noires, y compris femmes et enfants. Ils disent qu'ils vont les renvoyer vers le Mali, c'est-à-dire à Gao avec une complicité flagrante des Français qui ne font rien, a affirmé un habitant de Kidal, joint au téléphone depuis Bamako.

Source: Romandie

La TICAD V se déroulera du 1er au 3 juin au Japon

Le gouvernement du Japon organise la cinquième Conférence internationale sur le développement de l'Afrique (TICAD V) du 1er au 3 juin à Yokohama, annonce un communiqué de l'Ambassade du Japon en Mauritanie publié mercredi à Nouakchott.

Cette rencontre est organisée en partenariat avec la Commission de l'Union africaine (UA), le Bureau du Conseil spécial pour l'Afrique de l'ONU, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale (BM). La TICAD est une initiative du gouvernement japonais lancée en 1993 ayant pour objectif de « promouvoir un dialogue politique de haut niveau entre les dirigeants africains et leurs partenaires sur les défis économiques auxquels est confronté le continent ». Plusieurs chefs d'État africains vont prendre part à cette rencontre.

Source : Témoignages

Economie

46^{ème} Session du Conseil d'Administration de la BDM-SA : Un résultat d'exploitation bénéficiaire net de plus de 10 milliards

Pour l'exercice budgétaire 2012, la Banque de développement du Mali (BDM-SA) a affiché un résultat net d'exploitation bénéficiaire de 10 Milliards 304 Millions de FCFA, contre 8 Milliards 918 Millions FCFA en 2011. C'est la principale information qui ressort de la 46^{ème} Session ordinaire du Conseil d'Administration de cet établissement bancaire, tenue le samedi 1^{er} juin 2013 dans sa salle de conférences. Présidée par Abdoulaye Daffé, Président Directeur Général de la BDM-SA, cette session a examiné la situation de la Banque, son bilan, ses perspectives et ses ambitions.

Source: 22 Septembre

3^{ème} licence téléphonique : Collusion autour d'un marché de 55 milliards de FCFA

Le gouvernement, des autorités politico-militaires et des banques de la place sont en cause. L'affaire de la troisième licence téléphonique n'a pas fini de dévoiler tous ses secrets. Le gouvernement malien est suspecté de graves collusions avec l'adjudicataire provisoire de la troisième licence, à savoir Planor Sa du Burkinabé Apollinaire Compaoré. Ce qui expliquerait le silence au sommet de l'Etat, au moment où l'incapacité de l'opérateur économique aurait pu normalement conduire à l'annulation de l'attribution provisoire. Le gouvernement malien avait attribué la troisième licence téléphonique au groupe Monaco-Télécom dont étaient parties prenantes les partenaires de l'époque, à savoir Planor-Sa du Burkinabé Apollinaire Compaoré et le Malien Cissé Komé. Ladite licence qui nécessite le paiement de 55 milliards de FCFA. Côté gouvernemental, on raconte que l'adjudicataire, c'est-à-dire le groupe Monaco-Télécom, a versé un acompte de 33 milliards de FCFA, et un délai avait été donné pour le paiement du reliquat de 22 milliards de FCFA. Ce reliquat attendu du groupe solidaire Monaco -Télécom, ne sera jamais versé. Une annulation de l'appel d'offres s'en suivit, mais au lieu d'en tirer toutes les conséquences, le gouvernement malien se laissera prendre dans des combines avec une des composantes du groupe Monaco-Télécom, à savoir Planor-Sa du Burkinabé Apollinaire, l'attribuant la licence et écartant le Malien Cissé Komé, pour les besoins de la cause.

Source: Koaci.com

Quinzaine de l'Environnement : La 14ème édition débute ce mardi

La 14ème édition de la Quinzaine de l'environnement sera lancée officiellement par Premier ministre, Diango Cissoko, ce mardi 4 juin. En prélude à l'évènement, la traditionnelle conférence de presse inaugurale sur les objectifs et les enjeux de la Quinzaine 2013 a eu lieu le 28 mai à la Maison de la Presse. C'est Mamadou Gakou, Directeur général de l'Agence de l'environnement et du développement durable (AEDD), qui en a été le principal animateur, comme à l'accoutumée.

Source: 22 Septembre

Vie de la nation : Du cahin-caha chez les religieux

Plus rien ne va chez les religieux de notre pays qui semblent avoir beaucoup de points de discorde. Si les jeunes réclament la tête du président du Haut Conseil Islamique, Mahamoud Dicko, ce dernier semble serein car il pense avoir beaucoup de légitimité. Il soutient également que les religieux ne sont proches d'aucun homme politique, donc il n'y aura aucune consigne de vote. De son côté, le guide spirituel de Ansardine, Ousmane Chérif Madani Haidara, affirme lors du congrès international de son mouvement que les religieux ne resteront pas les bras croisés pendant que le pays brûle et qu'ils n'accepteront plus que n'importe qui vienne au pouvoir.

Source: L'Enquêteur

Education**Site de recherche scientifique d'excellence**

Six parapheurs sont passés de mains en mains, vendredi, à la présidence de l'Université de Lorraine, à l'occasion de la signature d'une convention unissant « six partenaires pour faire avancer la recherche » : Université, CNRS, Inra, Inri, Inserm et CHU de Nancy. « Une très belle journée pour l'Université de Lorraine, selon le président Pierre Mutzenhardt, La recherche en Lorraine est dynamique, forte. Nous sommes en avance et nous conserverons notre avance ». Forte de 10 pôles scientifiques, 4 500 chercheurs, 2 000 doctorants et 400 thèses soutenues chaque année, la Lorraine veut se « positionner en tant que site de recherche scientifique d'excellence ». Cette convention n'est ainsi « pas un acte banal, mais un pont avec le monde socio-économique ». Ce partenariat a tout le soutien du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, dont les représentants ont loué l'avance de l'Université de Lorraine sur d'autres et le « facteur d'espoir » qu'elle représente. « C'est un point d'étape important, qui permet de donner un sens à nos collaborations », a estimé François Houllier, le PDG de l'Inra. « C'est le signe de l'intégration forte du CHU de Nancy dans la communauté scientifique de Nancy, a constaté Bernard Dupont, directeur général du centre hospitalier universitaire. L'évolution de la médecine fait appel à des sciences qui ne sont pas que médicales ». « Vous en parlez moins que d'autres, mais vous l'avez fait », s'est félicité Antoine Petit, directeur général adjoint de l'Inra. Lui souhaite « l'émergence de vrais projets pluridisciplinaires ». « Cette convention donne une visibilité, une lisibilité au niveau national et européen », a enfin estimé Thierry Damerval, directeur général délégué de l'Inserm.

Source : le républicain

Deux nouveaux amphithéâtres à l'Université de Bamako

La Chine vient de doter le campus universitaire de Badalabougou, à Bamako, de deux amphithéâtres d'une capacité totale de 500 places et d'une cantine de 250 places pour un montant de plus de 630 millions de F CFA (950.000 euros environ). Selon le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ce don de la coopération chinoise va permettre d'améliorer les conditions de travail et la qualité de l'enseignement, de promouvoir la recherche scientifique et technologique et de contribuer au développement du Mali et de la sous-région. Le Mali bénéficie déjà d'un important programme de bourses pour les étudiants, la formation des formateurs et des cadres administratifs maliens. La Chine est également engagée dans le financement d'études architecturales et techniques, ainsi que dans la construction d'un campus universitaire à Kabala, dans la banlieue Ouest de Bamako, avec une cité universitaire de 4.000 à 6.500 places et du siège du Centre national des œuvres universitaires (CNOU).

Source : Temoignages.RE

Patrice carteron, ex-sélectionneur des aigles du Mali : «La Femafoot m'a renvoyé»

Le divorce est officiellement consommé entre la Femafoot et le sélectionneur des Aigles du Mali, Patrice Carteron, depuis le lundi dernier. Ce jour là, le vice-président de la Femafoot chargé des sélections nationales, Moussa Konaté, a pris la lourde responsabilité de renvoyer Carteron du lieu de regroupement des Aigles à Nantes. Dans l'interview exclusive qu'il nous a accordée, l'ex-sélectionneur des Aigles du Mali fait des révélations sur la gestion du groupe et profite de l'occasion pour vider son sac ! Lisez ! **Bonjour Carteron ! Peut-on vous appeler sélectionneur ou ex-sélectionneur des Aigles du Mali ?** Je suis ex-sélectionneur depuis que le vice-président de la Femafoot, Moussa Konaté, m'a signifié mon renvoi lors du rassemblement de l'équipe à Nantes le lundi 27 mai dernier. **Pourquoi avoir signé avec le T.P Mazembe alors que vous êtes sous contrat avec la Femafoot jusqu'au 31 juillet 2014 ?** Mon contrat court effectivement jusqu'en juillet 2014 avec des clauses de rupture. Il s'agit dans un premier temps de la qualification pour la phase finale de la Can 2013 et atteindre au moins les demi-finales, dans un second temps la qualification pour la Coupe du monde Brésil 2014. Autant dire que c'est un contrat couperet, ce même contrat ne m'interdit pas de signer pour un club en plus de ma fonction de sélectionneur. **La Femafoot, à travers son président Hammadoun Kolado Cissé et son vice-président Moussa Konaté affirment haut et fort que vous avez unilatéralement et abusivement rompu le contrat. Qu'en dites-vous ?** Je n'ai effectivement envoyé ma démission officielle que le 28 mai dernier.

Mes premières menaces de départ n'avaient pour seul but que de faire réagir le vice-président, Moussa Konaté, incapable de gérer la situation. **La Femafoot est même disposée à vous assigner devant la Fifa !** Je laisserais la justice faire son devoir **Coach, dites nous, comment vous avez géré votre probable arrivée au T.P Mazembe avec la Femafoot ? Y-a-t-il eu des discussions préalables avec la Femafoot ?** Bien évidemment, j'ai exprimé le souhait d'entraîner en club. Mais ce scénario était conditionné à ce que je manage les 2 matches de Coupe du monde des Aigles de juin 2013 à Bamako. Il me restait au maximum 5 matches pour la saison à gérer avec les Aigles, ce qui me semblait facile à respecter. Le vice-président, Moussa Konaté, m'a supplié de venir en juin pour les deux matches et que nous évoquerions la suite. Depuis, aucune nouvelle malgré mes appels et mes mails jusqu'à ma venue à Nantes le 27 mai dernier. **Pour la Femafoot, vous avez trahi pour des fins financières. Elle vous qualifie même de traître. Quelle est votre réaction à ce sujet ?** Les joueurs et le staff savent ce que j'ai fait pour les couleurs du Mali. Je suis venu aider votre peuple au pire moment de votre histoire alors que les sirènes du Golfe Persique résonnaient à mes oreilles. J'ai choisi de vivre à Bamako pour m'intégrer, être performant. Après, je comprends qu'il soit plus facile de me trainer dans la boue que d'expliquer pourquoi c'est le même scénario qui se répète depuis 10 ans à la Femafoot. J'ai fait le choix l'année dernière en aidant le peuple malien et son football à un moment critique de son histoire avec une guerre terrible. J'avais la possibilité d'aller aux Emirats Arabes Unis et gagner beaucoup d'argent. J'ai gagné beaucoup d'argent en tant que joueur, ce n'est pas mon choix prioritaire d'entraîner pour l'argent. Par contre, ça fait plusieurs mois que j'avais décidé de toute façon de quitter la sélection malienne à la fois pour retrouver un travail en club à partir de fin juin. C'est pour cela que je souhaitais démissionner à l'issue des deux matches en juin. Or, les choses se sont précipitées mais encore une fois je ne vois pas de manière positive les perspectives du football malien pour les mois à venir. **Il se murmure à Bamako qu'il y a eu beaucoup de problèmes entre vous et la Femafoot pendant la Can 2013 et lors de Rwanda-Mali (3^e journée éliminatoires Coupe du monde 2014)...** Tout à fait. J'ai eu des problèmes contractuels depuis le début et je préfère ne pas évoquer la gestion et l'organisation de l'équipe car il y a trop de manques. Mettez-vous à ma place quand on me propose de garder une médaille de bronze pour Sambou Yatabaré alors qu'il nous lâche après deux matches à la Can. Mettez-vous à ma place quand nos billets d'avion ne sont pas prêts pour partir au Rwanda. Mettez-vous à ma place quand on ne peut pas embarquer, les visas ne sont pas arrivés à Paris. Mettez-vous à ma place quand les joueurs m'appellent en pleine nuit au Rwanda parce que leurs billets n'ont pas été réservés. **D'autres sources disent que votre staff médical n'a pas reçu ses primes de match face au Rwanda et que vous avez des impayés avec le Mali (primes et préfinancement de certaines activités). Confirmez-vous cela ?** Oui, je le confirme. Et pourtant, je ne me suis jamais plaint par respect pour le peuple qui souffrait plus que moi. J'étais fier avant la CAN d'avoir pu convaincre tout le monde qu'il était important que tous les membres du staff aient 40 pour cent des primes afin d'avoir une parfaite ambiance dans le groupe. Il y a quelques semaines, on m'a annoncé qu'il n'y avait plus de primes pour le staff français. Où est passé cet argent ? Au retour de Kigali pour le match Rwanda-Mali, nous avons eu un problème de retard de bagages, tous ont été rapatriés en Europe sauf ceux du staff français déposé devant mon appartement ... au moment même où l'armée française libérait le pays

...

A propos du stage de Nantes, selon nos sources, vous avez été «chassé» ce lundi lors du regroupement par Moussa Konaté. Je me suis présenté en n'ayant pas reçu de convocation pour bien signifier que je souhaitais coacher l'équipe pour les matches à venir. C'est le cœur gros que j'ai dû entendre qu'il avait pris la décision de m'écarter et quelle souffrance que de regarder mon ami Pathé Diallo (sélectionneur adjoint) et mes poulains jouer contre ma région natale sans que je puisse les aider. **Quelle est votre position par rapport à la situation qui prévaut ?** Je suis à la disposition de la Fédération malienne de football et surtout du peuple malien. J'aurais aimé pouvoir vivre ces deux matches à Bamako. Je suis triste de passer de longs mois en une semaine d'ami intime à traître pour le vice-président de la Femafoot, Moussa Konaté. Il va y avoir des élections à la Fédération et en politique également c'est très compliqué et j'ai subi cette instabilité depuis des mois. Je ne vois pas comment les choses peuvent s'améliorer. Il vaut mieux se retirer au moment où le Mali se classé 26^{ème}... On a été la 24^{ème} nation au monde, c'est un record dans l'histoire du Mali. Je laisse cette nation en tête de son groupe, je me retire au moment où tout va bien. Il faut savoir le faire. **Le Mali entier vous aime et vous apprécie. Avez-vous un message particulier ?** Je remercie tous les Maliens du fond du cœur de m'avoir adopté. J'espère que mon départ servira d'électrochoc pour permettre aux footballeurs maliens d'être enfin mis dans les meilleures dispositions. Merci au président et au ministre des sports pour leur aide, mes dernières pensées vont à Pathé, mon ami, mon frère. Laissons-le travailler sur la durée car il est prêt pour cette mission. Pathé, je ne pourrai retenir mes larmes en chantant avec toi : «... **Les champs fleurissent d'espérance, les cœurs vibrent de confiance ...**»

Source: Match

Rumeurs

Capitaine Sanogo à Kayes : « Il n'y aura pas d'élection tant que la guerre n'est pas finie »

En tournée dans la 1^{ère} région afin de présenter son fameux comité et recenser les préoccupations des porteurs d'uniformes, le Capitaine Amadou Haya Sanogo sort de sa réserve et indique sans autre forme de procès que l'organisation des élections est liée à la fin de la guerre. Alors question, qui dirige le Mali, le Capitaine ou Dionkiss ? Il ne saurait avoir d'omelettes sans casser des œufs. Au moment où tout le monde entier a les yeux braqués sur le Mali et entend nous soutenir pour une sortie définitive de la crise, avec des présidentielles dont le 1^{er} tour est prévu pour le 28 juillet, la junte revient avec un autre argument et de taille celui-ci. A l'entendre parler, l'on se pose un certain nombre de questions. La fin de la guerre serait-elle la présence de l'Armée à Kidal ? La fin de la guerre serait-elle le départ de tous nos soutiens? Si le 1^{er} questionnement est son idée, il est de mèche avec tous les Maliens qui n'accepteront jamais l'organisation d'élection au Mali sans Kidal ou avec seulement la présence de l'Administration. Quant au second, le Capitaine serait dans les nuages car nul ne pourra s'y opposer. Et puis, n'a-t-il pas d'autres champs à fouiller qu'en s'immisçant dans l'organisation des élections? Certainement que oui! Car, ils ont échoué sur tous les plans avec l'arrivée des forces étrangères pour bouter les terroristes du Mali. Ce qu'ATT avait toujours soutenu. Cependant, le Capitaine est aujourd'hui en train de réaliser de très belles choses avec son fameux comité. Qu'il continue dans cette expectative et dans l'expectative de se présenter à la présidentielle de 2018 si Dieu nous donne longue vie. Mais pour y arriver, il faut qu'il change de comportement et de stratégie car ATT n'est pas venu de néant, il s'est préparé et est venu avec des arguments très solides et une stratégie montée de toute pièce avec ses alliés du Mali et de l'extérieur. Alors, Capitaine, expliquez au mieux ce que vous avez voulu dire au peuple en uniforme à Kayes. Sinon il n'est pas aujourd'hui de votre essor de décider de la tenue des élections au Mali.

Source: Zénith Balé

Niger: des «terroristes» ont profité de l'attaque de la prison de Niamey pour s'évader

Des prisonniers ont profité de l'attaque des islamistes de Boko Haram, samedi 1er juin, pour se faire la belle à la maison d'arrêt de Niamey. Dernier bilan : 22 évadés parmi lesquels des terroristes. Samedi, l'attaque avait fait deux morts et trois blessés parmi les gardes pénitentiaires. Trois membres du groupe de Boko Haram avaient été arrêtés. Dans son point presse, le ministre et porte-parole du gouvernement a confirmé que 22 prisonniers avaient bien profité de l'attaque de samedi pour s'évader de la prison civile de Niamey. Des criminels et plusieurs terroristes figureraient parmi ces évadés.

Le plus célèbre, un certain Chedani, est un terroriste ressortissant du Mali. Il était emprisonné depuis plusieurs années à Niamey pour avoir assassiné quatre Saoudiens et un Américain. Dangereux, il est actuellement recherché par toute la police nigérienne.

Source : RFI

Le Japon promet 750 millions d'euros pour sécuriser la région du Sahel

Les Japonais ont promis hier, samedi 1er juin, lors de la 5ème Conférence internationale sur le développement africain, qu'ils allaient investir 24 milliards d'euros dans les cinq prochaines années en Afrique. Investissements publics et privés, chacun y trouve son compte : le Japon, qui ne veut pas laisser seule la Chine investir sur le continent, et les Africains, qui vont pouvoir moderniser leurs infrastructures. Parmi ces 24 milliards d'euros, 750 millions iront directement à la région du Sahel pour sécuriser la zone après le traumatisme causé par la prise d'otages d'In Amenas en Algérie.

Source : RFI

La Libye recherche la fortune de Kadhafi jusqu'en Afrique du Sud

Un milliard de dollars ayant appartenu au colonel Mouammar Kadhafi et à sa famille se trouveraient dans des banques sud-africaines. C'est ce que rapporte le *Sunday Times*, un journal du dimanche en Afrique du Sud. Les autorités de Tripoli chercheraient à récupérer cet argent. La Libye demande au gouvernement sud-africain de l'aider à récupérer une somme de plus d'un milliard de dollars, qui aurait été cachée par Mouammar Kadhafi en Afrique du Sud et dans les pays voisins.

Source : RFI